

BILLET DE BLOG 19 février 2026

Comment l'Afrique redéfinit sa place dans le financement du développement en pleine mutation

Auteur

Élise Dufief

Responsable de recherche, financement du développement durable

 Temps de lecture: 12 min

Le 39^e Sommet de l'Union africaine s'est tenu à Addis-Abeba du 14 au 15 février. Parmi les nombreuses thématiques abordées par les chefs d'État et de gouvernement des 55 pays membres figurait l'accès à l'eau potable, thème central de cette année, mais aussi la sécurité, en haut de l'agenda, et également la gouvernance mondiale, la solidarité internationale et le développement. Pour toutes ces questions, les leaders africains ont tenté de donner un coup d'accélérateur aux discussions amorcées dans divers foras ces dernières années, dont le dernier Sommet africain sur le climat à Nairobi en 2023. Ils ont rappelé l'importance des spécificités nationales et des priorités continentales, notamment en termes de financement du développement, au cœur des préoccupations plus particulièrement depuis les coupes dans l'aide internationale opérées par les États-Unis et l'Europe en 2025. À travers des exemples d'initiatives dans plusieurs pays et au niveau régional, ce billet de blog analyse l'évolution du positionnement de l'Afrique

dans un environnement financier international soumis à de très fortes secousses et générant d'importantes reconfigurations. Comment l'Afrique finance-t-elle désormais son développement ? Et à quelles conditions celui-ci peut-il s'inscrire dans une perspective de stabilité et de résilience à long terme ?

« *Il est temps d'emprunter une voie vers la prospérité et la dignité nationale. [Ghana Beyond Aid](#) (« le Ghana au-delà de l'aide ») incarne un Ghana prospère et sûr de lui, maître de son destin économique ; un Ghana transformé, suffisamment prospère pour ne plus dépendre de l'aide, et capable de s'engager de manière compétitive avec le reste du monde grâce au commerce et à l'investissement.* » Ces mots auraient pu être prononcés par les dirigeants réunis au [39^e Sommet de l'Union africaine](#) à Addis-Abeba plus tôt ce mois-ci, mais ils datent en réalité d'il y a presque une décennie, lorsque le président Akuffo-Addo avait commencé sa campagne présidentielle au Ghana.

Dix ans plus tard, et environ un an après la décision de Trump de démanteler l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ainsi que les nombreuses annonces de coupes budgétaires de la part d'autres bailleurs traditionnels ([Iddri, 2025](#)), le cas du Ghana illustre bien les tentatives antérieures de réinventer le financement du développement et la coopération internationale. À l'époque, la stratégie *Ghana Beyond Aid* avait ouvert un débat national sur la nécessité de relier les différentes sphères de l'économie et de rassembler une diversité d'acteurs publics et privés afin de tracer une nouvelle trajectoire de développement. Le chemin a toutefois été semé d'embûches : le Ghana a ensuite traversé une grave crise financière et de gouvernance qui a conduit le même président à solliciter [l'aide du Fonds monétaire international \(FMI\) en 2023](#). Puis, dans sa déclaration du Nouvel An 2026, le nouveau président Mahama a annoncé que le pays est sur la voie du redressement et pourrait bientôt [sortir du programme du FMI](#), suggérant un retour à une certaine stabilité politique et socio-économique. Cette expérience nationale offre des enseignements utiles alors que les pays du Sud global, et l'Afrique en particulier, sont appelés à définir leur propre agenda et à trouver de nouvelles réponses à leurs besoins financiers dans un environnement en rapide évolution.

Le désengagement des bailleurs traditionnels pourrait favoriser un rapprochement avec les pays du Golfe

Alors que les [besoins de financement](#) pour relever les défis du développement durable restent considérables, l'impact des coupes budgétaires des bailleurs traditionnels commence à être [documenté](#) au niveau national, touchant surtout les secteurs sociaux où les alternatives de financement sont rares. Par ailleurs, peu de nouveaux dispositifs ont vu le jour depuis l'an dernier, et du point de vue des dirigeants africains, le rythme des réformes de l'architecture financière internationale demeure trop lent. Les déclarations des bailleurs traditionnels semblent encore se concentrer sur de nouveaux récits (au niveau de l'UE), des stratégies de haut niveau (par exemple en [Allemagne](#)) et des sommets (le [2^e sommet Italie-Afrique](#) vient de se tenir à Addis-Abeba tandis que la [France](#) en prépare un à Nairobi en mai), sans réelle visibilité sur les priorités ou les approches complémentaires (entre secteurs et acteurs) permettant de générer une action concrète.

La partie visible d'un basculement transactionnel rapprochant davantage les dimensions du développement, de la finance et du commerce se trouve aujourd'hui dans certains accords bilatéraux annoncés, ainsi que dans des accords multilatéraux, où l'Afrique apparaît toutefois davantage comme un relais. Après l'annonce unilatérale de tarifs douaniers par les États-Unis début 2025, la Chine, dont la part dans les opérations de financement du développement en Afrique est également en [déclin](#), a riposté en annonçant l'élargissement de son accès préférentiel

pour les pays africains, étendant sa politique de zéro droit de douane, jusque-là réservée aux pays les moins avancés, à l'ensemble du continent africain (à l'exception de l'Eswatini). Revenant sur leur position initiale, les États-Unis ont annoncé en 2026 la [prolongation d'un an de l'AGOA](#), l'accord commercial États-Unis-Afrique, limitant ainsi l'élaboration d'une vision de long terme et précisant que les bénéfices devaient plus clairement profiter aux entreprises américaines. Si certains aspects de ces politiques restent essentiels, le commerce ne peut se substituer au développement et aux calculs économiques de court terme, tout comme les rivalités géopolitiques ne remplacent pas l'ambition stratégique et les transformations durables.

Alors que les États-Unis, les pays européens et même la Chine se replient sur leurs priorités nationales, d'autres partenaires internationaux, en particulier les pays du Golfe, deviennent plus visibles. Les données de l'OCDE et le [rapport de l'ONG ONE](#) mettent en évidence cette tendance. En 2024, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar ont fourni ensemble environ 17 milliards de dollars d'APD, formant [le top 4 des bailleurs non-membres du Comité d'aide au développement \(CAD\)](#). Plus largement, leurs financements ont presque doublé depuis 2014. Les Émirats apparaissent désormais parmi les [principaux investisseurs en Afrique](#). Au niveau national aussi, les liens avec certains de ces pays se renforcent : le Bénin prévoit d'émettre un sukuk¹, tandis que le Sénégal a signé un accord de 2 milliards d'euros sur 5 ans avec une filiale de la Banque islamique de développement (basée en Arabie saoudite) pour sécuriser ses chaînes d'approvisionnement énergétique. En outre, Ruto, le président du Kenya, a multiplié les voyages aux Émirats ces dernières années pour renforcer les liens diplomatiques, ce qui a abouti à la signature d'un accord économique visant à doubler les investissements dans le pays.

Ces initiatives ne remplacent pas le retrait des bailleurs traditionnels, ni ne sont à l'échelle des besoins financiers ou des instruments existants (notamment le financement concessionnel). Mais elles suggèrent un rééquilibrage des centres de décision, une évolution des modalités de coopération internationale et un rôle plus proactif des acteurs africains.

Financer ses propres institutions et encourager des initiatives locales

La transformation actuelle met aussi en lumière les évolutions internes au sein du continent africain, qui prend l'initiative de son financement en s'appuyant sur des expériences passées et des approches variées.

Au niveau multilatéral, fin 2025, la [reconstitution du Fonds africain de développement](#) a montré la volonté d'un nombre croissant de pays africains d'investir dans leur institution commune. Malgré les coupes budgétaires internationales et le retrait des États-Unis comme contributeur du Fonds, le bras concessionnel de la Banque africaine de développement (BAD) a atteint un niveau record de 11 milliards de dollars grâce à 43 partenaires. L'objectif initial et ambitieux de 25 milliards n'a pas été atteint, mais « 23 pays africains ont promis 182,7 millions de dollars de contributions à leur propre guichet de financement concessionnel ; une multiplication par cinq par rapport à la précédente reconstitution, et avec 19 pays contribuant pour la première fois ». Un soutien supplémentaire est venu du Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de la Banque arabe pour le développement économique, reflétant les efforts du nouveau président de la Banque, Sidi Ould Tah, pour diversifier les sources de soutien dans l'espoir que cela permette de répondre aux ambitions de la Banque pour le continent tout en respectant les engagements internationaux et les priorités nationales en matière de climat et de développement.

Au niveau national, certaines initiatives illustrent également la volonté de ne plus dépendre uniquement de l'aide internationale et de poursuivre des stratégies différentes.

En Côte d'Ivoire, début février, les autorités ont publié leur nouveau plan national de développement 2026-2030 avec l'ambition de mobiliser plus de 175 milliards d'euros sur cinq ans. Fidèles à leur tradition de stratégie pro-marché et orientée vers le secteur privé, où l'État agit davantage comme catalyseur de ressources, les autorités espèrent obtenir 80 % de ce financement auprès du secteur privé. La Côte d'Ivoire a également été récemment le premier pays africain à émettre une obligation en francs CFA l'an dernier, tentant ainsi de rétablir la confiance financière dans son système et de diversifier ses mécanismes de financement.

En juillet 2025, [l'Éthiopie a réfuté les affirmations américaines](#) selon lesquelles les États-Unis auraient financé son Grand Barrage de la Renaissance (GERD) et a réaffirmé son modèle d'État développemental et sa stratégie d'autofinancement pour ce projet. Le barrage, qui devrait générer 5 150 mégawatts d'électricité, est appelé à devenir le plus grand d'Afrique en termes de capacité. Il n'a pas été financé par les États-Unis, mais par un mélange d'obligations nationales, de contributions (y compris des retenues sur salaire des fonctionnaires de la diaspora), d'un prêt chinois et du recours à l'expertise du secteur privé italien. Ce projet sert de levier diplomatique pour les autorités éthiopiennes aux niveaux international, régional et national. Cependant, un méga-projet ne constitue pas une stratégie macroéconomique complète et les tensions socio-économiques persistent dans le pays, qui est entré dans un [processus de restructuration de sa dette](#).

Inclusivité et alliances régionales : bâtir la résilience du continent

La trajectoire du Ghana rappelle que les leçons tirées des alternatives à l'aide ne suffisent pas : les progrès ne peuvent être considérés comme acquis s'ils ne sont pas inclusifs. En effet, même si l'avenir du pays semble plus prometteur à court terme, une [note](#) de la Banque mondiale sur les perspectives de la prochaine génération souligne que le taux de pauvreté national pourrait augmenter si la croissance inclusive n'est pas priorisée.

L'inclusivité peut être comprise de différentes manières, mais deux niveaux d'intérêt se dégagent :

1. Au niveau national, les récentes mobilisations de la Génération Z dans divers pays, dont le Kenya, Madagascar ou le Maroc, ont mis en évidence l'importance d'articuler les priorités économiques, de développement et de sécurité avec les priorités sociales, dans un contexte d'expansion démographique où la jeunesse représente la majorité de la population du continent. Les changements en cours dans les approches du financement du développement et de la coopération internationale devraient s'appuyer sur les communautés locales, afin d'éviter un recul démocratique si une approche trop étroite est adoptée, mais aussi pour garantir un impact transformateur durable au niveau national.
2. Repositionner le continent africain dans le paysage du financement du développement au-delà des tentatives individuelles ou nationales nécessite des approches partagées et des alliances régionales. L'Union africaine n'a pas encore pleinement exploité son pouvoir de négociation grâce à son siège au G20. Avec trois grandes nations africaines parmi leurs membres (Égypte, Afrique du Sud et Éthiopie), les BRICS représentent un autre espace où des opportunités pourraient émerger pour que l'Afrique façonne son rôle dans le financement du développement et la coopération internationale. Les efforts en cours pour renforcer la coordination entre pays africains afin de mieux négocier leur dette avec les créanciers via un « Club des emprunteurs » constituent une initiative bienvenue qui devrait offrir une marge de manœuvre nécessaire pour planifier sur le long terme. Tout cela pourrait désormais faire partie de l'ambition de la [Nouvelle architecture financière africaine](#) (NAFA) présentée par

Sidi Ould Tah et approuvée lors du sommet de l'Union africaine.

Alors que la reconfiguration actuelle du financement du développement et de la coopération internationale semble laisser certains bailleurs traditionnels dans une période d'incertitude, cet environnement disruptif peut aussi ouvrir des brèches pour que le continent africain prenne l'initiative et trace sa propre voie grâce à des alliances plus fortes et des efforts collectifs, en s'appuyant sur les expériences passées et de nouvelles initiatives. Les institutions existent pour soutenir ces efforts collectifs, de l'Union africaine à la Banque africaine de développement, en passant par les accords commerciaux continentaux et les réseaux d'institutions sous-régionales et nationales, mais leur plein potentiel reste encore largement inexploité et insuffisamment coordonné pour servir un meilleur positionnement stratégique.

1

Les sukuks sont des certificats financiers qui constituent l'instrument le plus proche des obligations conventionnelles tout en étant conforme à la loi islamique : <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/perspectives-croissance-sukuk>

GOUVERNANCE

FINANCEMENT DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

AFRIQUE

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

DEVELOPING COUNTRIES

INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS